

Analyse comparative de la montée du populisme aux États-Unis et en Europe

ALEXIS HÉRO, *Collège militaire royal du Canada*

Abstract. Les dernières années au sein de la société occidentale furent marquées par de multiples instabilités politiques sous la forme d'un concept : le populisme. Dans cette recherche, nous analysons les causes de la montée du populisme en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Avec comme point de départ la crise économique de 2008, notre recherche établit la cause principale de cette montée à une récession économique avec comme facteur intervenant les afflux étrangers récents. Nous présenterons les conséquences de l'économie et des afflux selon les programmes politiques des partis, les politiques publiques et les discours politiques.

Introduction

But de la recherche

Le but de cette recherche sera d'élucider les causes réelles de la montée du populisme en Occident et de confirmer que les facteurs de l'économie et de l'afflux étranger eurent un impact majeur sur cette montée. Pour ce faire, nous étudierons la situation au sein de deux emplacements géographiques occidentaux : les États-Unis et l'Europe. Comme l'Europe n'est pas un pays, nous avons choisi trois pays pour représenter la situation européenne, soient la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Les quatre unités d'analyse ressentirent les impacts de l'économie et de l'immigration et nous pouvons analyser les conséquences de celles-ci sur les pays choisis. Par exemple, parmi ces phénomènes nous retrouvons l'élection de Donald Trump aux États-Unis, la montée des appuis électoraux de Marine Le Pen, le Brexit au Royaume-Uni, ainsi que la montée de l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne. Nous croyons que les États-Unis représente l'apogée de la culture occidentale et que les trois pays européens choisis représentent aussi des figures emblématiques du vieux continent. De plus, trois des quatre pays de notre analyse ont un siège sur le Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que l'Allemagne étant un contributeur important du budget de l'ONU. Par conséquent, les résultats obtenus de la part de ces pays pourront nous aider à anticiper d'autres phénomènes au sein de pays occidentaux.

Notre thèse soutient que la montée du populisme est directement liée à la crise économique et à ses conséquences, avec comme facteur d'intensification l'afflux d'immigrants et de réfugiés. Notre première hypothèse est que la crise économique et ses conséquences, accentuée par la forte immigration et l'accroissement du nombre de réfugiés, sont les causes directes de la montée du populisme. Notre deuxième hypothèse est que l'immigration abondante et les réfugiés créèrent un sentiment d'insécurité physique de la part des populations des pays engendrant la montée de ces partis populistes et de leurs projets anti-immigrations.

Une analyse comparative divisée en trois sections, soit l'économie, l'afflux étranger et les conséquences de celles-ci sur la montée du populisme nous permettront d'obtenir des résultats pertinents qui répondront à nos hypothèses. Notre variable de contrôle est la mondialisation, dans l'optique où les valeurs libérales prônées par cette nouvelle structure internationale eurent des

conséquences néfastes sur les populations et engendrèrent une réaction contraire, soient les partis populistes.

Définition du populisme

Afin de faciliter la compréhension du raisonnement analytique de cette thèse, nous devons en définir le concept clé, soit le populisme. Pierre-André Taguieff considère le populisme comme un concept encore incompris de beaucoup et qui ne serait réductible ni à un régime politique particulier ni à des contenus idéologiques fixes (1997: 4). Il sépare ensuite son analyse du populisme selon six concepts distincts, chacun relié de manières différentes à cette idéologie. Le populisme-*mouvement* prend la forme d'un type de mobilisation de la classe moyenne et populaire. Dans cette définition, le populisme exprime la volonté des masses à vouloir se dégager du système déjà établi. Taguieff fait le lien avec la crise de modernité que connaissent les sociétés traditionnelles avant de devenir « moderne » (Taguieff, 1997 : 14). Selon nous, cette définition démontre la première étape de l'implantation de la pensée populiste au sein d'une population. Ensuite, il décrit le populisme-*régime* comme la réalité des régimes autoritaires où un chef charismatique gagne le pouvoir en reflétant les idées nationalistes du peuple et en représentant l'âme profonde de la population. L'émergence de différentes personnalités politiques tenant des discours nationalistes au sein des démocraties libérales occidentales comme Donald Trump aux États-Unis ou Sebastian Kurz en Autriche illustrent bien cette définition. Cette définition caractérise le peuple comme la base fondatrice de la société et la dénonciation de la haute société. La dernière définition de Taguieff (1997) identifie le populisme sous un aspect rhétorique. Il définit le discours populiste comme étant l'utilisation de l'appel au peuple en axant un discours parallèlement à celui de l'opinion publique pour manipuler les masses.

Pour Ernest Laclau, la définition du populisme ne se limite pas à un régime ou une idéologie politique fixe, mais plutôt à la manière d'articuler le message politique (Panizza, 2005 : 33). Encore une fois, le principe d'opposition au pouvoir est central à la définition du populisme de Laclau, expliquant qu'il ne peut pas y avoir de populisme sans la construction discursive d'un ennemi, d'un ancien régime ou la dénonciation de l'oligarchie.

D'un autre côté, Robert Jansen (2011), de l'Université du Michigan, identifie le problème du populisme au sein des recherches en sociologie par les lacunes à sa définition. L'usage général du terme s'appliquant à toutes personnes, mouvements ou régimes faisant des revendications en se basant sur la masse populaire rend son usage erroné pour toutes recherches scientifiques (Jansen, 2011 : 76). Il s'éloigne de la perception du populisme comme un parti politique, un régime ou un mouvement, pour adopter une vision où le populisme serait une série d'actions que les politiciens et leurs partisans font. Finalement, la notion du peuple contre les élites revient dans sa définition comme un élément central à la rhétorique populiste, et ce peu importe le régime politique et les partis en place.

Maintenant que nous avons défini le populisme sous différentes perspectives scientifiques, nous pouvons en regrouper les éléments importants et former notre propre définition. Il n'y a tout d'abord aucun doute sur la présence d'une opposition binaire au sein du discours politique sous la forme du peuple et de son ennemi, majoritairement les élites et ceux qui possèdent un contrôle sur la société. Le populisme ne se présente pas sous la forme d'un régime ou d'une idéologie politique comme le libéralisme, le marxisme ou le fascisme, mais plutôt comme un processus et un outil utilisé par le peuple et les politiciens afin de soutenir un but politique. Le populisme apparaît sous la forme de trois composantes clés : un désir antisystème, l'autoritarisme et le nativisme (Inglehart

et Norris, 2016). Par exemple, nous connaissons principalement le populisme occidental dans les démocraties libérales sous la forme de l'émergence d'un nationalisme sournois dans un monde régi par la mondialisation. Néanmoins, ce même populisme peut émerger dans une autre société avec un régime politique différent en utilisant les mêmes outils, soit la volonté de la masse populaire et la voix du peuple. Nous pensons aussi que le but principal de la politique et du politicien permettent la propagation du populisme : l'élection. En effet, la traduction des désirs du peuple dans le discours politique augmente la popularité électorale, surtout lorsque ces motivations touchent les valeurs fondamentales d'une société comme l'identité nationale et la sécurité. Ainsi, le populisme s'illustre comme l'eau dévalant la rivière et non comme le lit même de cette dernière au sens où il s'adapte et prend la forme du moule politique dans lequel il naît.

Variables

Afin de mener une recherche efficace et de bien identifier les différents aspects construisant notre problème, nous devons en identifier les variables clés. Nous trouvons trois types de variables dans notre recherche, soit les variables dépendantes, indépendantes et intervenantes. La variable dépendante est plus souvent causée par un phénomène, mais elle peut aussi dépendre de ce dernier, ou être la fonction d'une variable indépendante (Johnson et coll., 2016). Une variable indépendante, à l'opposé, influence, affecte, ou cause d'autres phénomènes. La variable intervenante apparaît plus près dans le temps à la variable dépendante et elle est aussi affectée par d'autres variables indépendantes.

Au sein de notre recherche, la variable indépendante sera l'économie. Marquant le début de l'échelle temporelle durant laquelle nous établirons l'analyse, la crise économique de 2008 et les différents aspects liés à une mauvaise économie sont, selon nous, les éléments indépendants de notre schéma d'analyse. Les variables dépendantes de notre recherche sont les discours, les politiques d'immigration et les plateformes politiques des pays que nous avons choisis. À notre avis, ces variables permettront de montrer l'apparition du populisme et l'intensité de ce dernier. Finalement, notre variable intervenante sera l'immigration et les réfugiés - soit l'afflux étranger. Le problème de la crise des réfugiés et de l'immigration est survenu quelques années plus tard que la crise économique, mais son impact sur les variables dépendantes reste indéniable.

Tableau 1: Variables de recherches et sous-unités d'analyse.

Variables de la recherche	
Indépendante	Économie: Crise de 2008, inégalités croissantes et impacts
Intervenante	Afflux étranger: Immigration et Réfugiés
Dépendante	Populisme: Programmes, politiques et discours

Selon nous, l'économie est la cause principale de l'apparition du populisme, mais l'immigration a joué un rôle majeur dans l'intensité et la rapidité de l'avènement de ce nouveau phénomène. Par ailleurs, bien que les plateformes politiques, les discours et les politiques d'immigration ne représentent pas intégralement le concept du populisme, elles en sont toutefois altérées et seront nos sous-unités d'analyse. Notre analyse comparative sera de type mésothéorique, plus particulièrement selon la théorie de l'institutionnalisme sociologique. Il faut

prendre en compte que le concept de souveraineté fait partie des fondements de la politique comparée, mais que l'interdépendance complexe présente de nos jours rend difficile la détermination des réelles variables indépendantes (causes) et dépendantes (résultats). Dans une période marquée par la mondialisation, nous nous attendons à ce que nos résultats ne soient pas entièrement justes en considérant qu'une multitude de facteurs influencent les électors de chaque pays de manières différentes et à des intensités variées. L'utilisation classique de la politique comparée devient plus complexe par l'effacement de certaines frontières physiques et économiques. Conséquemment, notre étude prendra en compte ces facteurs dans la dernière section.

L'impact économique

Notre première section concernant l'impact de l'économie sur la montée du populisme représente notre variable indépendante. Nous analyserons l'ampleur de la crise économique de 2008, la montée des inégalités en Occident et les théories portant sur les conséquences de l'économie sur une population afin de comprendre le lien entre économie et populisme.

L'ampleur de la crise de 2008

Dans cette portion de la section économique, nous utiliserons des graphiques et tableaux démontrant l'évolution de l'économie de chaque pays de notre analyse selon différentes variables représentant des perspectives économiques différentes de chaque pays.

Parmi nos indicateurs économiques, on retrouve les échanges de biens et services calculé selon le pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB) au sein d'un pays, le revenu national net, le taux d'emploi selon le pourcentage de la population d'âge actif, la productivité et utilisation du travail, l'utilisation de la main d'œuvre, le taux de croissance annuel exprimé en pourcentage, puis finalement le taux de chômage des jeunes comprenant le nombre de chômeurs au sein d'un pays dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans. Tous ces indicateurs nous permettent d'avoir une vue d'ensemble sur l'ampleur de l'impact de la crise économique en comparant la variation des indicateurs utilisés au sein de chaque pays de notre analyse sur une période de dix à quinze ans. Parmi nos résultats, on note que de l'année 2008 à 2009, le taux du revenu national net allemand est de -3,5%, représentant son pire taux sur une échelle de 11 ans et la plus grande baisse des quatre pays de notre analyse selon les données de l'OCDE (2018). L'indicateur du taux de croissance annuel en pourcentage représente l'exemple le plus flagrant des conséquences de la crise au sein des quatre pays. Les États-Unis connurent la pire baisse avec un taux de -4,3%, puis l'Allemagne avec -4%, la France avec -3,1%, et finalement le Royaume-Uni avec la plus faible baisse étant de -1,3%. Afin d'analyser la débâcle économique dans chacun des pays selon les différents facteurs, nous avons utilisé un tableau regroupant les résultats de chaque indicateur économique par pays et démontrant quel pays fut le plus touché selon un indicateur spécifique. En conclusion, selon les indicateurs économiques que nous avons utilisés, la France fut la plus durement touchée, suivie des États-Unis et de l'Allemagne exæquos, et finalement le Royaume-Uni en dernière place. Ces résultats nous serviront dans notre analyse finale pour comprendre l'importance de l'économie au sein des partis politiques. Nous sommes néanmoins ouverts à partager l'ampleur de nos résultats dans cette portion de notre section sur l'économie.

La croissance des inégalités économiques en Occident

Selon nous, une bonne analyse économique servant à expliquer le phénomène populiste ne peut se limiter à l'impact de la crise sur les citoyens de nos quatre pays, mais doit traiter aussi de la croissance des inégalités entre les citoyens au sein d'un même pays. En considérant que le populisme, comme concept, se caractérise par le combat du peuple contre les élites, nous sommes dans l'impératif de démontrer l'évolution de l'écart économique entre les élites et le reste de la population pour mieux cerner la disparité des richesses au sein des démocraties libérales. Notre analyse des inégalités se divisera en deux parties majeures, soit une partie théorique et une partie statistique. La première partie traitera des différentes formes d'inégalités ainsi que les causes pouvant accentuer celles-ci au sein d'un pays, mais aussi les inégalités entre les pays. Ensuite, nous analyserons les données quant aux inégalités sous forme de statistiques afin de constater l'ampleur de la situation.

L'importance d'analyser les inégalités dans notre recherche vient de sa capacité à fragiliser la démocratie au sein d'un pays. Par ailleurs, les inégalités augmentent la polarisation politique, brise la cohésion sociale et diminue le support et la confiance en la démocratie (Cox, 2017 : 1). Deux facteurs ressortent en ce qui concerne l'impact des inégalités sur la durabilité d'une démocratie, soit la récente augmentation de la concentration des richesses dans les mains d'une minorité d'individus et l'augmentation des inégalités entre différentes classes économiques au sein des États. Par ailleurs, les inégalités se séparent en trois catégories distinctes (Piketty, 2013 : 691)

1. Inégalités des revenus (Salaire).
2. Inégalités des richesses (Patrimoine).
3. Inégalités des opportunités (Éducation).

Ainsi, nous divisons notre analyse des inégalités selon la montée de la concentration des richesses et l'augmentation des inégalités au sein des classes en considérant les trois sous-unités d'analyse mentionnées précédemment. Dans le cas des inégalités au sein de la population et des classes économiques, Thomas Piketty illustre de manière concise l'augmentation à laquelle les pays occidentaux font face, où la classe des 10% les plus riches s'enrichissent et où le 90% restant s'appauvrit.

Tableau 2 : L'inégalité totale des revenus (travail et capital) dans le temps et l'espace.

Part des différents groupes dans le total des revenus	Inégalité faible (pays scandinaves, années 1970-1980)	Inégalité moyenne (Europe 2010)	Inégalité forte (États-Unis 2010; Europe 1910)	Inégalité très forte (États-Unis 2030?)
Les 10% les plus riches « classes supérieures »	25%	35%	50%	60%
dont: les 1% les plus riches (« classes dominantes »)	7%	10%	20%	25%
dont: les 9% suivants (« classes aisées »)	18%	25%	30%	35%
Les 40% du milieu « classes moyennes »	45%	40%	30%	25%
Les 50% les plus pauvres « classes populaires »	30%	25%	20%	15%
Coefficient de Gini correspondant	0,26	0,36	0,49	0,58

Source: Thomas Piketty (2013). *Le capital au XXIe siècle*, Éditions du Seuil, p. 392.

En ce qui concerne la concentration des richesses dans les mains d'une minorité d'individus, Piketty présente une analyse plus ou moins solide, mais néanmoins représentative de la réalité du 21^e siècle. Il illustre notamment que, de 1987 à 2013, le nombre de milliardaire dans le monde est passé de 140 à 1400, alors que le patrimoine total des milliardaires a augmenté de 300 à 5,400 milliards de dollars en l'espace de seulement 26 ans.

La troisième et dernière partie de la section économique porte sur la théorie et les analyses scientifiques concernant les conséquences de l'économie sur les valeurs humaines et sur les choix politiques d'un électeur. Seulement analyser l'ampleur de la crise et les inégalités ne peut suffire à expliquer les phénomènes populistes du 21^e siècle et la rébellion du peuple contre les élites au sein des pays occidentaux les plus puissants. Le politologue américain Ronald Inglehart et l'économiste français Thomas Piketty présentent des visions intéressantes de l'impact d'une crise économique et de ses effets sur la démocratie.

Impact de l'économie sur les électeurs

Nous nous intéressons particulièrement à l'impact de l'économie sur les valeurs matérialistes ou postmatérialistes des individus. Ronald Inglehart, dans son livre *Culture Shift*, décrit les valeurs matérialistes comme prônant la stabilité économique, la sécurité physique et

économique et la fierté nationale. En contrepartie, les valeurs postmatérialistes priorisent les concepts d'esthétiques, d'intellectualité, le sentiment d'appartenance, l'estime de soi, la liberté d'expression et une société moins impersonnelle (Inglehart, 1990). Dans son analyse, Inglehart note que l'environnement sociopolitique d'un individu joue un rôle important dans les valeurs de celui-ci. Ainsi, en analysant différentes cohortes, il note que les personnes nées durant des périodes de calmes économiques tendent à prôner des valeurs postmatérialistes tandis que les personnes nées dans des conditions économiques plus difficiles, comme lors de la crise économique de 1929, prônent des valeurs plus matérialistes. Ainsi, sur une période de 30 ans, les cohortes qui autrefois étaient matérialistes ont laissé leur place à des cohortes prônant des valeurs postmatérialistes. Cet élément fait un lien entre la débâcle économique récente en Occident et l'impact possible de celle-ci en politique.¹

La section économique présente d'abord une vision plus globale de la situation économique des quatre pays, puis approfondi vers une analyse des inégalités économiques entre les individus au sein des pays occidentaux. La troisième portion sert de pont entre les données économiques présentés dans les deux parties précédentes et les conséquences de celles-ci en politique, reflétés par la montée du populisme en Occident.

L'afflux étranger

Nous divisons cette section selon deux provenances distinctes, soit l'immigration et la crise de réfugiés. Les nombres guerres et conflits armés en périphérie de l'Europe depuis maintenant quelques années comme en Iraq, en Syrie, au Libye, au Mali et en Afghanistan obligèrent des populations entières à fuir les conflits vers un lieu sécuritaire et prometteur : l'Europe. Dans le cas des États-Unis, le problème des réfugiés n'est pas de la même envergure que pour le cas européen, mais on retrouve toutefois un problème avec la frontière du Mexique en matière d'immigration légale et illégale.

Ainsi, en 1990, 53% des immigrants dans le monde résidaient dans les pays les plus développés. Aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 58,6%, soit une augmentation de plus de 5%, ce qui représente un nombre d'immigrants colossal en considérant la quantité d'immigrants totale dans le monde (Dumont, 2015: 3). En 2013, les quatre pays de notre analyse sont parmi les douze pays comptant le plus grand nombre d'immigrants avec en première place les États-Unis. En ce qui concerne le pourcentage d'immigrants au sein de la population en 2013, les États-Unis se compose de 14,47% d'immigrants, le Royaume-Uni de 12,34%, l'Allemagne de 12,16%, puis finalement la France avec 11,76% selon les données des Nations Unies. En 2017, le nombre d'immigrants a maintenu une augmentation constante au sein des quatre pays, mais le pourcentage d'immigrants sur la population totale a cependant augmenté. Ainsi, la tendance suggère que la population totale reste constante en raison de la hausse du pourcentage durant les dernières années. Le taux de fécondité, correspondant au nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde si elle vivait jusqu'à la fin de sa période de fécondité et si elle donnait naissance au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité par âge de l'année considérée, et le taux de population jeune, correspondant à la population des personnes de moins de 15 ans, illustrent ainsi une baisse drastique des naissances et de la succession du patrimoine national au sein des pays de notre analyse durant les dernières décennies (OCDE, 2018 : Taux de fécondité). Il faut un taux de

¹ Dans son analyse des cohortes, Inglehart utilise les critères suivants pour différencier les valeurs matérialistes (M) de postmatérialistes (PM) : Maintenir l'ordre dans la nation (M), Donner plus de d'importance à la population dans les décisions gouvernementales (PM), Combattre la montée des prix (M), Protéger la liberté d'expression (PM), Maintenir un haut niveau de croissance économique (M), Avoir un pays avec des forces armées puissantes (M), Donner plus de libertés à la population dans les affaires communautaires et au travail (PM), Avoir de belles villes et de belles campagnes (PM), Maintenir une économie stable (M), Combattre le crime (M), Vivre au sein d'une société plus amicale et moins impersonnelle (PM) , Vivre dans une société où les idées sont plus importantes que l'argent (PM).

fécondité de 2,1 pour maintenir une population stable, alors qu'aucun des quatre pays n'a atteint un tel taux depuis les dix dernières années. Ainsi, nos données démontrent que le nombre d'immigrants augmentent de manière constante au cours des dernières années en corrélation avec une augmentation du pourcentage d'immigrants au sein de la population totale. Simultanément, le taux de fécondité et le taux de population jeune connaissent des baisses constantes depuis les 15 dernières années, démontrant une modification démographique drastique au cours des dernières décennies.

La deuxième portion de notre analyse sur l'afflux étranger analyse l'apport des immigrants dans l'économie et l'afflux de réfugiés en nombre et selon leur provenance. Nous considérons que l'apport des étrangers sur le marché du travail peut avoir des conséquences sur les électors, notamment dans le cas d'insécurité économiques. En effet, dans des pays touchés par la crise économique et où le taux d'emploi est déjà faible, une augmentation du nombre d'habitants, dans ce cas causée par l'afflux étranger, peut avoir des conséquences sur le marché du travail.

Le taux d'emploi trimestriel selon le lieu de naissance et le sexe de 2012 à 2016 nous permet d'avoir un aperçu de la situation économique des étrangers au sein de leur pays d'accueil. Par exemple, le taux d'emploi trimestriel en 2016, hommes et femmes combinés, correspond aux États-Unis à 70% chez les étrangers et 67,9% chez les personnes nées dans le pays. Au Royaume-Uni, l'écart est de 2% en faveur du taux d'emploi trimestriel chez les personnes nées au Royaume-Uni. Finalement, les cas allemands et français démontrent tous les deux un écart de presque 10% supérieur en faveur des personnes nées au sein du pays en comparaison aux étrangers selon les données de l'OCDE (2018: Taux d'emploi trimestriel). L'importance de ces données vient de l'impact économique de l'immigration au sein des pays d'accueil et présente une manière d'évaluer la qualité économique de l'immigration intégrant nos quatre pays. En ce qui concerne la comparaison du taux d'emploi de 2012 à 2016, les taux fluctuent de manière constante et proportionnelle. Afin de permettre une perspective plus vaste du taux d'emploi chez les natifs et les étrangers, nous avons inclus le taux d'emploi trimestriels chez les hommes seulement et nous remarquons que les écarts s'accroissent en faveur des étrangers aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais en défaveur de ces derniers en France et en Allemagne. Notre interprétation de ces données suggère deux possibilités, soit que l'immigration française et allemande possède des niveaux de qualifications moins élevés expliquant les taux d'emploi plus faibles, ou que les marchés du travail français et allemand sont beaucoup plus restrictifs que les marchés américains et britanniques. Nous penchons cependant vers la première possibilité en considérant l'avantage géographique des Américains et des Britanniques avec pour conséquence une plus grande facilité à régulariser les immigrants entrants au pays selon leurs besoins, et ainsi la capacité de ces derniers à intégrer le marché du travail.

Comme dernière partie de notre section sur l'afflux étranger, nous analysons le nombre de réfugiés dans chaque pays et la provenance de ces derniers afin d'avoir une perspective globale de la situation démographique des quatre pays. Entre 2002 et 2016, le nombre de réfugiés entrants sur le sol américain passe de 26,785 à 84,989 (Homeland Security, 2017). Par ailleurs, l'année de la crise économique de 2008 démontre une hausse de 14,495 réfugiés. Dans le cas des pays européens, on observe une nette augmentation avec en Allemagne où l'on trouvait 441,800 primo-demandeurs d'asile en 2015 et 722,265 primo-demandeurs en 2016, représentant une évolution de 63% en seulement un an. Le cas français, bien que moins important, connaît une évolution de 8% avec 70,570 demandeurs en 2015 et 75,990 en 2016. Finalement, le Royaume-Uni est le seul pays ne connaissant pas une hausse entre l'année 2015 et 2016, où l'on retrouve 39,720 demandes en 2015 et 38,290 demandes en 2016, soit une baisse de 4%. Il ne faut pas oublier que l'année 2016

au Royaume-Uni se caractérise par le Brexit. En 2016, en ce qui concerne la provenance des réfugiés, 49% de ceux-ci aux États-Unis viennent de la République Démocratique du Congo, de la Syrie ou de la Birmanie (PewResearch, 2016). En France, l'Albanie, l'Afghanistan et Haïti sont les trois principaux pays d'origine des réfugiés en 2013. Pour la même année au Royaume-Uni, la provenance des réfugiés est majoritairement d'Iraq, du Pakistan et de l'Iran. Finalement, la Syrie, l'Iraq et l'Afghanistan sont les trois principales provenances des réfugiés allemands en 2013 (Europa, 2015).

Les données amassées dans cette section démontrent que la quantité d'immigrants au sein des pays de notre analyse augmente de manière constante alors que la population locale diminue. Par ailleurs, certains pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni démontrent un plus grand apport économique des immigrants sous la forme d'un meilleur taux d'emploi trimestriel que dans le cas français ou allemand.

Tableau 3: Comparaison de la situation migratoire aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

	États-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne
Nombre de migrants en 2017 (millions)	49,7	8,82	7,9	12,17
Migrants/Population totale en 2017 (%)	15,3	13,4	12,2	14,8
Migrants venant de pays moins développés (%)	57,7	44,1	40	62,7
Taux d'immigrés au sein de la population (%)	13,4 (2015)	12,3 (2013)	12,04 (2013)	12,8 (2013)
Taux de fécondité (2015)	1,8	1,8	1,9	1,5
Taux population jeune	19,31	17,77	18,43	13,07
Taux d'emploi (Hommes et Femmes)	Étrangers	Locaux	Locaux	Locaux
Taux d'emploi (Hommes)	Étrangers	Étrangers	Locaux	Locaux
Nombre de réfugiés	84 995	91 070	33 310	198 255
Pays d'origine principal des réfugiés	Rep D. du Congo	Iraq	Albanie	Syrie

Note: Provenance des réfugiés aux États-Unis en 2016 (PewResearchCenter).

<<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/02/03/where-refugees-to-the-u-s-come-from/>> (consulté le 30 mars 2018).

**Les sources utilisées dans ce tableau sont nombreuses et nous sommes prêts à communiquer celle-ci.*

Le tableau 3 possède toutes les données statistiques de notre seconde section selon les pays et nous sommes en mesure d'apporter des clarifications plus amples en cas de questionnement.

Analyse des conséquences de la crise économique et de l'immigration sur les électors aux États-Unis et en Europe.

La troisième et dernière section de notre analyse expliquera les conséquences de l'économie et de l'immigration sur la montée du populisme. Nous analyserons cette montée selon nos trois sous-unités d'analyse, soit les programmes politiques, les politiques d'immigrations et les discours.

Les programmes des partis politiques

Le programme politique du Front National, intitulé *Les 144 engagements présidentiels*, illustre une réaction populiste sous une forme politique. Avec comme première partie *Une France Sure*, Le Pen démontre son objectif visant la sécurité du peuple français. Parmi les points

mentionnés dans cette section, on retrouve la mention de supprimer le droit du sol, appliquer la tolérance zéro et en finir avec le laxisme judiciaire, rétablir l'expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers, fermer toutes les mosquées extrémistes recensées, et bien d'autres (Le Pen, 2017). Dans sa deuxième section, on retrouve la mention d'*Une France prospère*, amenant maintenant l'aspect économique au programme politique du FN. Dans cette section, on mentionne notamment la mise en place d'un plan de réindustrialisation (il faut se rappeler que la base des inégalités fut aussi l'expatriation de compagnies industrielles à l'étranger), instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes et en réservant la commande publique aux entreprises françaises (faisant référence à un protectionnisme et un sentiment nationaliste économique allant à l'encontre des valeurs libérales de l'Union européenne), faire de la France une terre d'innovation (l'innovation étant un pilier du développement économique des pays comme mentionnés par Piketty), ou même d'aggraver les sanctions contre les dirigeants d'entreprise coupable d'ententes ou d'agissements frauduleux qui ponctionnent une partie du pouvoir d'achat des consommateurs. Bref, tous ces points portent un message commun, qui serait de mettre les besoins français avant les besoins des autres pays comme nous l'avons vu par le passé. Les autres parties de son programme politique s'intitulent *Une France Juste, Une France fière, Une France puissante et Une France durable*. Toutes les sections de ces recommandations comportent donc un remède aux conséquences économiques et étrangères qui causèrent originellement la montée du populisme, donc de son parti. Parmi les éléments mentionnés dans ces partis du programme, on retrouve la mention d'une baisse des impôts de 10% sur les revenus des trois premières tranches, répondant aux problèmes des inégalités que nous avons mentionnés dans notre première section. Par ailleurs, le programme soutient la défense de la langue française, promouvoir l'assimilation républicaine (principe plus exigeant que celui de l'intégration), rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de discrimination positive, et bien d'autres. Bref, le programme politique du Front National nous démontre de la réaction populiste causée par la baisse de l'économie sous tous ces aspects, mais aussi de la limitation de l'immigration et des réfugiés entrant au pays.

Pour ce qui est du cas britannique, nous avons pris les mêmes données que pour l'analyse du programme politique du Front National, mais dans ce cas de l'*United Kingdom Independence Party (UKIP)*. Tout comme le cas français, les deux premières parties principales du programme politique sont dédiées à l'économie et à l'immigration, soit nos deux causes reliées à la montée du populisme. Dans la section économique du programme, on discute notamment d'assurer que les grandes corporations paient leur part des taxes, de monter le minimum de revenus pour la taxation afin que ceux sur le salaire minimum paient moins, ainsi que d'ajouter une tranche de taxation au sein de la classe pauvre et classe moyenne afin de permettre aux plus démunis d'avoir plus d'argent (Farage, 2015). Pour ce qui est de l'immigration, on retrouve des points comme quitter l'Union européenne et reprendre le contrôle des frontières britanniques, ce qui fut réussi avec Brexit à l'aide d'un référendum. Par ailleurs, on mentionne la fin de l'immigration pour les travailleurs non formés, l'introduction d'un système de points pour qualifier l'immigration en copiant le modèle australien et la demande à tous les visiteurs arrivant au Royaume-Uni d'avoir une assurance maladie valide. On voit aussi la mention de l'éducation en ce qui concerne les frais de scolarité et une baisse de ces derniers afin de permettre à une plus grande partie de la population d'accéder à une éducation supérieure, plus particulièrement dans les domaines de la science, la technologie, l'ingénierie, les mathématiques et la médecine. Finalement, le programme s'engage à renforcer le salaire minimum, protéger les droits des travailleurs et permettre aux entreprises britanniques d'employer des travailleurs britanniques avant tout.

Le programme politique américain met encore plus l'accent sur l'aspect économique que les deux autres précédents. À prendre en note avant notre analyse du programme politique du Parti Républicain², le parti n'est pas un parti populiste en soi comme les trois autres pays, mais son dirigeant représente les valeurs populistes qui se reflètent dans le programme du parti. Ainsi, la première section du programme politique américain intitulé *Restoring the American Dream*, traite de la reconstruction d'une économie forte et la création d'emplois en sol américain. Ainsi, on mentionne la limitation de la signature de traités de libre-échange, la taxation de grosses compagnies, le rapatriement des compagnies américaines en sol américain, faire des avancements en matière de technologie, libérer les marchés financiers (Priebus, 2016). Deux autres parties majeures du programme politique américain s'intitulent *Government Reform* et *Great American Families, Education, Healthcare and Criminal Justice*. Dans ces parties, on traite de l'économie et de l'éducation sous une perspective proaméricaine. Le parti admet que la grande récession est derrière eux, mais que la majorité des Américains souffrent encore de cette dernière. De plus, on mentionne que l'immigration devrait avantager les intérêts des Américains et servir l'intérêt national, que le budget doit être équilibré, puis on mentionne aussi l'importance de la différence entre immigration légale et illégale dans le genre d'individu que l'on veut en sol américain. L'aspect important de la portion sur l'éducation du programme exprime le désir de donner la chance pour chaque enfant d'obtenir une éducation, mais aussi le problème de pauvreté qui dure depuis les 50 dernières années et l'instauration d'une nouvelle culture d'espoir. Finalement, *American Resurgent*, le dernier chapitre du programme, exprime les désirs du parti républicain à redonner la prestance internationale et la puissance d'une première grande puissance mondiale que les Américains connaissaient il y a des décennies, donc le programme propose une expansion de la puissance militaire américaine.

Finalement, le programme politique d'*Alternative für Deutschland* (AfD), présente les mêmes aspects que nos trois pays précédents, soit l'économie, l'immigration, l'éducation et la sécurité. Toutefois, le parti allemand donne plus d'importance à l'immigration et fait même une mention directe de l'Islam et des problèmes qu'elle engendre dans son programme. Dans sa première portion, *National security and Justice*, le parti mentionne l'importance de la protection des frontières, ce qu'Angela Merkel ne sut pas faire par le passé en voyant les statistiques sur le nombre d'immigrants et réfugiés entrants sur le territoire allemand. Les deux plus importants chapitres du programme sont, selon nous, *Culture, language, and identity* et *Immigration, Integration and Asylum*. Dans ces chapitres, le parti traite directement d'un problème flagrant sur le territoire allemand : l'afflux de réfugiés et immigrants illégaux provenant de pays en conflits comme la Syrie, l'Afghanistan ou l'Iraq. On mentionne la préservation de la culture, de la langue et de l'identité allemande, la tolérance face à la critique sur l'Islam, que l'Islam n'a pas sa place en Allemagne, l'Islam et ses relations tendues avec le système de valeurs allemand, pas d'immigration irrégulière via les lois d'asile, contrôle de l'immigration des pays non membres de l'Union européenne, puis l'Allemand comme culture prédominante au lieu du multiculturalisme (Priebus, 2016). Pour ce qui est de la portion *Economy, Digitalization, and Consumer Protection*, les mêmes suggestions à caractère populiste sont faites que les autres partis de notre analyse, soit une économie de marché au lieu d'une économie régulée par l'État, garder des hauts standards d'accords de libre-échange, et bien d'autres. Il est important de mentionner que le programme

² Bien que le cas Parti Républicain ne fut pas toujours le parti qu'il est aujourd'hui, nous le considérons tout de même parmi nos partis à caractère populiste car il a malgré tout adopté une position politique à l'image de son chef, soit Donald Trump. Notre définition du populisme démontre que le populisme s'adapte et prend la forme selon les différents contextes politiques. Dans ce cas, un parti avec des racines historiques profondes en témoigne selon son plan politique aux idées populistes.

politique de l'AfD ne consacra que trois pages aux problèmes environnementaux et le reste de son programme aux problèmes récurrents de l'économie, l'immigration et tout autre enjeu émanant des valeurs matérialistes.

Tableau 4: Comparaison des programmes politiques français, britanniques, allemands et américains selon l'économie, l'immigration, les inégalités et la sécurité.

	France	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
Parti populiste	<i>Front Nationale (FN)</i>	<i>United Kingdom Independence Party (UKIP)</i>	<i>Alternative für Deutschland (AfD)</i>	<i>Republican Party (Trump)</i>
Slogan	« Au nom du peuple »	« We want our country back »	« Sense and reason instead of ideology »	« Make America Great Again »
Économie	Une France Prospère. Mettre en place un plan de ré-industrialisation. Fixer l'innovation en France. Instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes et en réservant la commande publique aux entreprises françaises. Aggraver les sanctions contre les dirigeants d'entreprise coupables d'ententes ou d'agissements frauduleux qui ponctionnent une partie du pouvoir d'achat des consommateurs.	Assurer que les multinationales paient leurs parts des taxes. Sortir la partie de la population sur le salaire minimum de la taxation. Augmenter la limite de 40% de taxation aux rémunérés de £55,000 et introduire une taxation de 30% sur les personnes rémunérées entre £45,300 et £55,000. Ramener les maisons inutilisées en usage. Permettre aux entreprises anglaises d'employer des Anglais (es) prioritairement.	Axé sur une économie de marché plutôt qu'une économie régulée par l'État. Maintenir des hauts standards en ce qui concerne les accords d'échanges. Libérer le marché de toutes restrictions non nécessaires et empêchant une économie prospère. Réduire les taxes liées à l'héritage et à la richesse, ainsi que réguler plus concieusement les taxes liées aux échanges.	Reconstruire l'économie américaine et ramener des emplois au pays. Ramener les companies américaines en sol américain. Améliorer l'analyse des traités de libre-échange avant leur signature et s'assurer de leurs impacts sur l'économie américaine avant tout. Balancer le budgets américains et sauver la justice sociale. Promouvoir l'essor des petites companies et des start-ups. Libérer les marchés financiers. Taxation plus juste des grandes companies.
Inégalités	Une France Juste Baisser de 10 % l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches. Priver d'accès aux marchés publics les multinationales qui pratiquent l'évitement fiscal. Revaloriser le travail manuel. Réduire les dépenses de logement des ménages.	Enlever les frais de cours dans les secteurs de la technologie, science, ingénierie, mathématique et de la médecine. Prioriser l'allocation de logements pour les personnes venant de la région. Renforcer le salaire minimum. Protéger les droit des travailleurs.	Augmenter les salaires minimums. Augmenter les exigences minimum de l'éducation en matière de compétences. Promouvoir l'Allemagne comme un exemple en matière d'innovations technologiques.	Implanter une taxation égale et juste pour promouvoir la croissance économique. Importance de l'éducation pour tous et l'opportunités pour tous les enfants américains d'avoir la change à une éducation. Améliorer le système d'éducation et demeurer l'exemple mondial. Promouvoir l'innovation technologique.
Immigration	Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen. Fermer toutes les mosquées extrémistes recensées. Défendre la langue française. Promouvoir l'assimilation républicaine, principe plus exigeant que celui d'intégration. Rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de « discrimination positive »	Quitter l'UE et reprendre le contrôle de nos frontières. Mettre fin à l'immigration pour les travailleurs non qualifiés pour une période de cinq ans. Introduire un nouveau système de visas différenciant asile, immigration et réfugiés. Introduire un nouveau système de pointage similaire au système australien permettant de réguler l'immigration pour assurer une analyse égale de toutes les demandes.	Allemagne comme culture dominante et fin au multiculturalisme. Protéger les frontières allemandes. L'Islam n'a pas sa place en Allemagne et tolérer la critique de l'Islam dans le discours publique. Abolition de la reconnaissance publique pour des organisations islamiques. Préserver la langue, la culture et l'identité allemande.	Priorité numéro un étant de sécurisé les frontières nationales et d'enforcer les lois concernant l'immigration. Les politiques d'immigration doivent servir au peuple américain et les immigrants ne doivent pas voler les emplois des Américains. L'importance de l'immigration légale et juste en contraste avec l'immigration illégale.
Sécurité	Recentrer la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique. Rétablir l'expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers Renforcer les moyens humains et techniques des services de renseignement intérieurs et extérieurs Augmenter dès la première année du mandat le budget de la Défense à 2 % du PIB puis tendre vers 3 % à l'horizon de la fin du quinquennat. Quitter l'OTAN.	Augmenter les dépenses concernant la Défense de 2% comme l'accord de l'OTAN le requiert. Prévenir l'importation de criminels étrangers en sol britanniques et déporter ceux commettant des crimes sur le territoire. Refuser de donner le vote aux criminels. Avoir une tolérance zéro pour les pratiques culturels inacceptables, comme la mutilation génitale féminine.	Resserer les forces de l'ordre et améliorer le système de justice criminel. Augmenter la puissance des Forces Armées Allemandes. En désaccord avec la création d'une armée européenne. Pas d'immigration irrégulière via les lois concernant l'asile. Se concentrer sur l'immigration en provenance d'autres pays membres de l'Union Européenne. Protéger les frontières allemandes.	Construction d'un mur à la frontière mexicaine pour se protéger de l'immigration illégale en provenance du Mexique. Augmenter les dépenses militaires et rebâtir l'armée puissante américaine d'antan. Assurer la supériorité militaire américaine dans le monde entier. S'engager dans des conflits concernant la sécurité des américains avant tout. Désituer sur les cartels de drogues sur le territoire.

Note : nos données proviennent des programmes politiques de chaque parti et nous sommes en mesure de donner plus d'informations.

Le tableau 4 démontre que les arguments de chaque section occupent non seulement la majorité des programmes politiques des partis de notre analyse, mais reflètent les problèmes émanant de l'économie et des afflux étrangers. La portion économique du tableau reflète les conséquences de la crise économique, mais aussi du système libéral déjà en place depuis plusieurs années, donc reflètent des valeurs *anti-establishment* qui sont présentes au sein de chaque discours populiste. Ensuite, on mentionne les inégalités et une réponse à la montée de celles-ci dans les quatre programmes politiques de manière différente, mais avec la même approche, soit qu'il faut rétablir un certain équilibre entre la classe la plus démunie et la classe la plus riche. Le problème de l'immigration et des réfugiés est plus important chez certains pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, surtout en raison de l'afflux étranger massif des dernières années, et plus particulièrement depuis la crise des réfugiés de 2014. La réaction est claire pour tous les pays : protéger ses frontières et réguler les individus voulant traverser leurs frontières. Cet aspect va encore à l'encontre des principes déjà établis en Occident. Finalement, la sécurité est un concept qui comporte la plupart des problèmes liés à l'économie et à l'immigration, car un sentiment d'insécurité peut être autant physique qu'économique. Ainsi, la protection de sa population sur son territoire se répète au sein des quatre programmes, mais aussi l'augmentation de la puissance militaire pour se protéger contre les actes hostiles venant de l'étranger. La tendance que nous remarquons en analysant les propositions politiques des quatre partis est la récurrence des problèmes liés à l'économie et l'immigration, ainsi que toutes les répercussions résultant d'une mauvaise économie et d'une forte immigration. Par ailleurs, en voyant l'importance donnée à des sujets liés aux valeurs matérialistes dans un monde jusqu'alors dominé par des valeurs postmatérialistes démontre la présence d'un renversement au cours des dernières années dans les valeurs des populations occidentales. Ce renversement vient des insécurités économiques et physiques éprouvées par les Français, les Britanniques, les Allemands et les Américains engendrées par la crise économique de 2008, mettant fin à la prospérité économique connue à la fin du 20^e siècle, ainsi que la forte immigration et l'afflux de réfugiés qui commença en 2014. Ces facteurs renversèrent les besoins primaires des populations et déplacèrent l'accent politique sur des problèmes plus importants à leurs yeux, même si cela allait à l'encontre des valeurs établies que nous connaissions depuis des décennies

Les politiques publiques des gouvernements

Les politiques d'immigration représentent la deuxième sous-unité d'analyse de notre recherche et analysent de manière plus concrète les actions des dirigeants politiques des partis politiques.

Les politiques du Président français Emmanuel Macron à Calais représentent bien la réaction populiste d'un parti au pouvoir face aux problèmes des réfugiés. En effet, en donnant une prime aux forces de l'ordre en renforçant la présence policière à la frontière à Calais, Macron a pour but de limiter l'entrée par ce point stratégique entre la France et l'Angleterre et ainsi limiter le nombre d'asiles en territoire français (Geai, 2018). Dans le cas britannique, le principal exemple en ce qui a trait aux politiques d'immigration est clair et assez récent : Brexit. En effet, le référendum du 23 juin 2016 démontre de la victoire du parti populiste de l'UKIP, mais aussi témoigne de la volonté des populations à vouloir limiter l'immigration, donc affirme que la population réagit face à l'augmentation de l'afflux étranger. En 2017, la Chancelière allemande Angela Merkel appliqua une limite de 200,000 demandeurs d'asile par année suite aux demandes de partis d'opposition, ce qui s'oppose à son discours des années précédentes où l'AfD n'avait pas

autant d'importance dans le clivage politique (Eddy, 2017). Aux États-Unis, le seul pays où un populiste est entré au pouvoir, on retrouve des politiques comme un mur à la frontière du Mexique et l'interdiction d'entrer au pays pour des habitants de plusieurs pays musulmans.

Les politiques adoptées au sein des quatre pays démontrent la réaction populiste des populations occidentales face aux enjeux économiques et migratoires des dernières années.

Les discours des partis politiques

Notre troisième et dernière partie de l'analyse des conséquences de l'économie et de l'immigration sur la montée du populisme porte sur les discours des dirigeants politiques des partis populistes au sein des quatre pays de notre analyse.

Tableau 5: Comparaison des discours des dirigeants politiques populistes français, britanniques, allemands et américains.

	Citations de discours des dirigeants de partis populistes
France	Si la migration mondiale continue, elle annonce la submersion de notre continent et de notre pays, donc à terme : leurs disparitions.
	Les peuples qui renoncent à lutter cessent d'exister.
	Il n'y a pas de sociétés sans limites.
	Ordre économique bouleversé par une mondialisation sauvage et les révolutions numériques et robotiques qui sont à l'œuvre. Défis technologiques qui nous expose aux risques de la relégation économique ou de l'asservissement si nous ne savons pas le relever et le réguler.
Royaume-Uni	We need a tougher approach to security and integration.
	Lack of courage from politicians to name the source of terror within our borders, islamist extremism.
	Debate to routinely armed the police force, at least double the number of police officers. Do more to prevent the propagation of extremist ideas.
Allemagne	Increase immigration cannot solve alone for a declining population.
	Spending millions on families instead of maintaining and integrating migrants who do not have the right to be here or do not have the qualifications required to find a job
	There isn't enough qualified workers to sustain the immigration rate proposed. Denies the policy requiring the look at the equivalency of migrant's qualifications after they come in the country.
États-Unis	Small group ripped the reward while the people paid the cost.
	We make other countries rich while the wealth of our country as dissipated over the horizon.
	Funding other nations and protecting other nation's borders while refusing to defend our own is wrong. Protection will lead to prosperity and strength. 2 Rules : 1. Buy american 2. Hire american.

Le tableau 5 soutient que la montée du populisme se reflète dans les discours politiques de ses dirigeants politiques, mais aussi que la différence entre la situation économique des pays ou l'ampleur de l'afflux étranger tend à changer l'intensité du discours entre ces deux variables. Par exemple, le cas allemand démontre une forte importance à l'immigration et le cas américain présente l'économie comme le problème central au sein des discours.

Conclusion

Les informations amassées selon nos quatre unités d'analyse ne laissent aucun doute sur l'ampleur de la crise économique et ses répercussions, mais aussi sur l'ampleur du nombre d'immigrants et de réfugiés émigrants de leurs pays jusqu'aux territoires occidentaux. Notre section sur l'économie, divisée en trois parties, démontre l'étendue substantielle et la complexité des conséquences de la crise de 2008 au sein des États, mais aussi dans les inégalités au sein de la population. En analysant différents aspects économiques, nous sommes venus à la conclusion que la France fut la plus durement touchée, selon nos critères d'analyse, que les États-Unis et

l'Allemagne fut touché de manières égales, et que le Royaume-Uni fut le moins touché de nos pays d'analyse.

Ensuite, notre analyse des inégalités sous deux critères, soit inégalités au sein des États et les inégalités émanant de la concentration des richesses au sein d'une minorité, a démontré que les États-Unis est le pays avec les plus grandes inégalités, soit une inégalité forte, où la classe bien nantie possède plus de la moitié du revenu national. En ce qui concerne l'Europe, on y retrouve des inégalités moyennes. Par ailleurs, le patrimoine des milliardaires qui augmenta deux fois plus vite que le nombre de milliardaires en l'espace de 30 ans démontre la forte concentration des richesses au sein d'une classe minoritaire de la population.

Ronald Inglehart et sa théorie sur les valeurs matérialistes et postmatérialistes nous a permis de faire le lien entre l'économie, donc une forme d'insécurité, et les discours des partis populistes. Les concepts d'Inglehart s'appliquent aussi aux cas de l'immigration et des réfugiés, car les valeurs matérialistes ne traitent pas seulement de l'insécurité économique, mais aussi de l'insécurité physique.

Notre analyse de l'immigration nous a donné des résultats intéressants sur la quantité d'immigrants et de réfugiés par pays, ainsi que l'augmentation de ces derniers durant les dernières années. Selon nos résultats, l'Allemagne fut le pays le plus durement touché par la crise de réfugiés, mais les États-Unis possède aussi un haut taux d'immigrants et une grande augmentation de ce taux sur une courte période de temps. De plus, le continent européen fut plus durement touché par la crise de réfugiés, donc les pays européens présentent un taux plus haut de réfugiés en comparaison avec leur population totale que les États-Unis. Ce phénomène est la conséquence de l'emplacement géographique de l'Europe, qui est à proximité de plusieurs conflits et guerres au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais aussi en raison de l'espace de Schengen qui élimine les contrôles aux frontières territoriales de 26 pays européens.

La dernière section de notre analyse portait sur les conséquences de la montée du populisme, donc de la relation des variables indépendantes et intervenantes avec nos sous-unités d'analyse, soit les programmes politiques, les politiques d'immigration et les discours politiques des dirigeants des partis populistes. Dans les trois cas, on observe des éléments clés des valeurs matérialistes et des répercussions du populisme au sein des partis politiques.

Nos résultats de la dernière portion d'analyse confirment notre hypothèse selon laquelle la crise économique de 2008 eut des répercussions sur les inégalités et sur la situation économique générale des populations des quatre pays, et que les afflux abondants d'immigrants et de réfugiés agissent comme facteur d'intensification à la montée du populisme au sein des quatre pays. Il reste toutefois que la crise de 2008 demeure le point de départ et que l'aspect économique demeure la cause principale de la montée du populisme.

Notre recherche ne soutient pas que l'économie et l'immigration et les réfugiés sont les causes uniques de la montée du populisme, mais ces deux variables regroupent tous les éléments composant la cause de la montée de ce dernier. Nous apportons une nouvelle perspective à cette littérature encore nouvelle en considérant que le populisme est un phénomène bien défini et étudié que depuis quelques années.

References

Cox, F.D. 2017. « Democracy and Inequality ». *International Institute for Democracy and Electoral Assistance*. 18 pages.

- Dumont, Gérard-François. 2015. « Les migrations internationales au 21^e siècle : Des facteurs récurrents ou nouveaux ? ». *IFRI*. 9 pages.
- Eddy, Melissa. 2017. « Germany's Angela Merkel Agrees to Limits on Accepting Refugees ». *The New York Time* (New York).
- Farage, Nigel. 2015. « UKIP's Manifesto: Believe in Britain ». UKIP, [76 pages].
- Geai, Laurence. 2018. « En aucun cas nous ne laisserons ici se reconstituer une "jungle" ». *Le Monde* (Paris).
- Homeland Security. < <https://www.dhs.gov/immigration-statistics/yearbook/2016/table1> > (consulté le 17 décembre 2017).
- Inglehart, Ronald. 1990. *Culture Shift*. New Jersey : Princeton University Press.
- Inglehart, R., Norris, P. 2016. *Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash*. Boston: Harvard Kennedy School.
- Jansen, Robert S. 2011. « Populist Mobilization: A new theoretical approach to populism », *Sociological Theory*, 29: 75-96.
- Johnson, J.J., Mycoff, J.D., Reynolds, H.T. 2016. *Political science research methods*, Delaware: SAGE publications.
- Le Pen, Marine. 2017. « Les 144 engagements présidentiels ». Front National. Paris, [24 pages].
- Panizza, Francisco. 2005. *Populism and the Mirror of democracy*. United Kingdom: Verso.
- OCDE (2018), Revenu national net (indicateur). doi: 10.1787/9c55f58b-fr (Consulté le 30 mars 2018).
- OCDE (2018), Taux de fécondité (indicateur). doi: 10.1787/cfd1ce95-fr (Consulté le 30 mars 2018).
- OCDE (2018), Taux d'emploi trimestriels (indicateur). doi: 10.1787/1999124x (Consulté le 30 mars 2018).
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXI^e siècle*. Paris : Éditions du Seuil.
- Piketty, Thomas. 2018. *Brahmin Left vs Merchant Right: Rising Inequality and the Changing structure of Political Conflict*. Paris: EHESS and Paris School of Economics.
- Priebus, Reince. 2016. « The Republican Platform ». Republican Committee. Washington D.C., [66 pages].
- Provenance des réfugiés aux États-Unis en 2016 (PewResearchCenter). <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/02/03/where-refugees-to-the-u-s-come-from/>> (consulté le 30 mars 2018).
- Taguieff, Pierre-André. 1997. « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel au vrai problème ». *Vingtième siècle : Revue d'Histoire*. 56 : 4-33.
- Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin. <<http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates17.shtl>> (consulté le 31 mars 2018).